

Cahiers du CRISES

Collection Études théoriques

no ET0017

La sociologie et la reconstruction des sociétés : le cas des pays de l'Est

Svetla Koleva
Institut de sociologie de Sofia
Académie Bulgare des sciences

novembre 2000

Résumé

Deux questions principales seront au coeur de ce cahier. Premièrement, *à la reconstruction de quel modèle de société la sociologie a-t-elle participé sous le régime communiste et au profit de quel groupe social?* Et deuxièmement, *comment a-t-elle abordé ce problème de reconstruction sociétale?* La réflexion se développera en deux temps. Tout d'abord, par une rapide présentation de la problématique de la reconstruction des sociétés dans la sociologie est-européenne d'avant 1989. Nous démontrons les particularités de son attitude épistémique à l'égard du thème qui nous intéresse. Nous décrivons également les ferments cognitifs et sociaux qui sont à leur origine. Ensuite, seront proposés quelques éléments d'une éventuelle position épistémique de la sociologie afin de mieux connaître les processus de reconstruction perpétuelle des sociétés.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
1. La thématique de la reconstruction de la société dans la sociologie des pays de l'Est durant les années 1950-1989.....	2
1.1. Les années 1950-60 et la problématique de la reconstruction sociétale	3
1. 2. Qu'en est-il des années 80?.....	6
2. Quelle posture à adopter pour mieux appréhender la société en perpétuelle reconstruction?	10
Bibliographie.....	13

Introduction

L'essai d'examiner de façon critique *l'attitude cognitive* de la sociologie contemporaine à l'égard de la reconstruction des sociétés que nous nous proposons d'entreprendre ici ne fait pas exception de la tendance à l'auto réflexion qui caractérise les sciences d'aujourd'hui. Étant aux prises avec la réalité sociale incessamment changeante, la sociologie est de plus en plus appelée à élucider des processus de réforme et de réorganisation qui affectent différentes sphères de la société. Pour être à la hauteur et au rythme des demandes, elle se voit contrainte de remettre en question continuellement l'ensemble des conditions qui concourent à la production de connaissances objectivement vraies et socialement utiles.

Par la notion d'*attitude* ou de *posture épistémique* de la sociologie nous désignons la façon par laquelle celle-ci s'approprie et apprivoise la réalité sociale, s'en approche ou s'en écarte en passant par différentes phases de rapport à elle et en instaurant des modes d'appréhension divers. L'ayant tout consciemment préférée aux notions de démarche et d'approche, nous faisons allusion, par son emploi, à la prise de position de la science, en l'occurrence de la sociologie, vis-à-vis d'un objet d'étude quelconque. Une prise de position qui s'élabore, se défend et se déploie toujours dans le jeu tensionnel du cognitif et du social dans la mesure où le processus de construction de la relation entre le sujet connaissant et l'objet de sa connaissance met en oeuvre des ressorts, des agents, des moyens et des savoir-faire à double identité cognitive et sociale.

Notre analyse s'appuie sur l'expérience récente de la sociologie est-européenne et plus précisément sur son développement des années 1950-1989¹. Outre les raisons personnelles liées à notre itinéraire professionnel, il y a des réalités historiques qui motivent ce choix d'objet d'étude. Mise en place et exercée durant quarante ans dans le contexte de globalisme cognitif du paradigme marxiste et de dirigisme de l'Etat-Parti communiste, la sociologie des pays de l'Est constitue un *cas de figure de connaissance du social* qui interroge la nature, le statut de scientificité, la signification pratique, la malléabilité socio-politique de la réflexion sociologique sur la réalité. Par ses échecs interprétatifs, par les interdits sociaux qu'elle avait intériorisés, par ses pratiques astucieuses et ses performances empiriques, la sociologie est-européenne des années 1950-1989 vient renforcer d'une part "le discrédit extrêmement fort qui frappe" (Berthelot, 1996a) depuis des années le savoir sociologique, et d'autre part, l'espoir que la sociologie pourrait s'en sortir par ses propres moyens.

1. La thématique de la reconstruction de la société dans la sociologie des pays de l'Est durant les années 1950-1989

L'examen thématique de la sociologie est-européenne des années 1950-1989 montre qu'après la Deuxième Guerre mondiale le problème de reconstruction de la société préoccupe les sociologues de ces pays à deux grandes reprises. Tout d'abord, dans les années 50, la société socialiste mise sur pied à la suite de l'arrivée au pouvoir des Partis Communistes subit des réformes d'ordre politique et économique. En deuxième lieu, dans les années 80, ce modèle de société socialiste est mis en question bien que soit inchangée la structure monocentrique, pyramidale et tentaculaire de l'Etat-Parti communiste.

¹ L'analyse ne portera que sur les sociologies de six pays est-européens, et notamment la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, l'ex-RDA, l'ex-Tchécoslovaquie et l'ex-URSS. Cette restriction provient du fait que du point de vue organisationnel, ce sont les pays mieux encadrés dans des structures de coordination, qu'elles soient économique (Comecom), militaire (Pacte de Varsovie) ou scientifique (ces et seulement ces pays avaient créé une école sociologique d'été comme forme d'échange d'idées et d'expériences et entretenaient des contacts réguliers entre eux). La fermeture extrême de la Roumanie depuis 1965 même envers les pays socialistes et l'écartement affiché de l'ex-Yougoslavie du modèle soviétique font de ces pays deux cas particuliers.

1.1. Les années 1950-1960 et la problématique de la reconstruction sociétale

Sur le plan macrosocial, les années 50 marquent un changement considérable dans le projet politique de construction de la société socialiste. Le culte de la personnalité et l'autoritarisme répressif caractérisant la période d'après-guerre jusqu'à la mort de Staline (1953), sont rejetés et substitués par le nouveau gestionnaire communiste inauguré lors du fameux XXe Congrès du PCUS en février 1956². Il s'agit d'une nouvelle vision de la société dite "socialiste" ou "communiste", si on respecte la phraséologie de l'époque, qui promeut la libéralisation des rapports économiques, la décentralisation relative et tempérée de l'activité de production, l'amélioration des conditions de vie de la population moyennant l'industrialisation accélérée, l'éducation des couches les plus larges de la population, etc. sans mettre pour autant en question l'hégémonie de l'appareil politico-administratif de l'Etat-parti.

Dans ce contexte de dégel politique et économique, on voit la sociologie obtenir ce "droit de cité" qui lui a été refusé durant la période précédente. La mise ou remise en place de la sociologie varie d'un pays à l'autre en fonction des traditions intellectuelles et de l'expérience scientifique dans le domaine des sciences sociales de chaque pays. Ce qui reste commun c'est que *la sociologie est partout autorisée en qualité de science au service des réformes économiques et politiques du socialisme*. Sont entièrement redéfinies ses fonctions plutôt que son champ d'étude. La sociologie est censée participer non seulement à la restitution de la bonne image du socialisme déformé par la pratique stalinienne mais aussi à la construction même du socialisme comme société meilleure que le capitalisme. Autrement dit, elle est tenue de prouver analytiquement les avantages de la société à laquelle appartient inéluctablement l'avenir tel qu'il est forgé par l'idéologie communiste, elle-même

² Le tournant important dans l'évolution des pays est-européens s'opère à la suite d'événements différents, dus aux traditions propres à chaque pays et au type de rapports avec l'URSS. En ex-RDA, Hongrie, Pologne et plus tard en Tchécoslovaquie la réformation du socialisme se met en marche après que des protestations plus ou moins violentes aient eu lieu, tels la révolte des ouvriers berlinois et de ceux des principales villes de l'ex-RDA en juin 1953, le mouvement insurrectionnel d'octobre 1956 et la révolte des Hongrois contre l'intervention soviétique, les manifestations contre l'arrestation du cardinal Wyszynski et les émeutes de Poznan en juin 1956, "le printemps de Prague" de 1968. Par contre, en Bulgarie et ex-URSS, le pas vers un socialisme plus efficace et plus populaire se fait par le biais de quelques remous politiques au sein des PC.

argumentée dans le marxisme-léninisme. Et là, l'on voit ressortir une des particularités de base de la sociologie est-européenne qui prendra des formes différentes suivant les pays, mais leur sera inextirpable tout au long de leur histoire sous les régimes dits à l'époque communistes, qualifiés ex-post de totalitaires. *À travers les fonctions socialement assignées à la sociologie, sera préétabli, prescrit, prédéfini le processus de construction de son rapport épistémique à la réalité sociale* (Koleva, 1998).

Donc, au milieu des années 50 la reconstruction de la société dénaturée par le dogmatisme stalinien est érigée en programme d'action pour toute la société par les nouveaux dirigeants des pays socialistes. La sociologie s'y emploie de sa façon en commençant par intégrer le contenu du projet politique dans la structure thématique de ses recherches. Elle se propose de décrire et de mettre en évidence les régularités, les tendances et les perspectives en matière de rapports de classes, de développement économique, de conditions de vie dans la société de démocratie populaire. Les thèmes à traiter, les sujets à étudier, les questions épineuses à élucider seront puisés dans le programme de société oeuvré par les dirigeants communistes. Il y a un recoupement quasi total entre les problèmes soulevés aux congrès des Partis Communistes et les sujets d'étude théorique et empirique dans les organismes de recherche. Dans les années 50-60, de même que le centre d'action politico-étatique est situé dans la réforme économique visant la décentralisation de certaines décisions et le renforcement des unités de travail, de même la priorité est donnée à l'étude sociologique des relations au travail, du climat dans l'entreprise, de l'émergence d'intérêts de groupe au sein de l'entreprise et de leur meilleure adaptation aux objectifs de l'unité de travail, de la planification de l'entreprise, entre autres. Ce parallélisme thématique entre les préoccupations politico-idéologiques et la sociologie dans les pays de l'Est ne les singularise qu'à une condition précise absolument indispensable à souligner. C'est l'existence d'un seul sujet social possédant le droit suprême de définir les problèmes de société et de les sanctionner comme tels. Sinon, toute l'histoire de la sociologie témoigne d'inévitables côtoiements entre ce que la société désigne comme problème à un moment donné et les sujets d'étude sociologique. Le fossé entre la sociologie occidentale et la sociologie est-européenne commence à se creuser à partir du *contexte de justification* des problèmes de société qui peut être présenté par les rapports entre les sujets socialement reconnus aptes à

désigner et légitimer un problème social. Les sociologies est-européennes des années 60 n'identifient en grande partie comme problèmes de société que ceux qui sont déjà vus, désignés, évoqués par la classe dirigeante. Quant à la façon dont ces problèmes sont traités, on peut y distinguer deux cas de figure dans le cadre paradigmatique du marxisme:

- D'un côté, certaines études reprennent non seulement la description politique des problèmes de société, mais tout leur profil "social", c'est-à-dire la définition, toujours politique, des groupes sociaux et des structures ayant affaire au problème étudié soit en amont au moment de son apparition soit en aval lors des actions visant sa résolution. Pour ce qui est du cadre théorique, la plupart des sociologues est-européens partent des postulats fondamentaux de la théorie de la société de Marx et érigent l'anticipation sociale sous-jacente en matrice d'interprétation et d'explication du monde actuel. Il en résulte l'assimilation du raisonnement sociologique au raisonnement politique qui de par sa nature envisage la réalité sociale à la lumière d'un projet socio-politique donné. C'est le mode de problématisation de la réalité sociale le plus répandu dans ce contexte où le marxisme est institué à la fois en doctrine officielle du seul sujet au pouvoir, en cadre théorique et en référence axiologique pour toute activité visant la compréhension de la société.
- De l'autre, il existe des études où les différentes facettes de la construction de la nouvelle société sont désidéologisées, c'est-à-dire déchargées, dépourvues des représentations politiques et idéologiques en vigueur. Il est question surtout des recherches portant sur les problèmes de la différenciation sociale qui divergent le plus des thèses du marxisme officiel et officialisé. Pour faire bref, nous n'en mentionnerons que les études des Polonais Stanislaw Ossowski (1957/1971) et Stefan Nowak (1962), des sociologues hongrois George Konrad, Tamas Kolosi et Ivan Szelényi (1993), de l'équipe tchécoslovaque de Pavel Machonin (1969). Dans tous ces cas, la logique argumentative des chercheurs suit le chemin spécifique de la recherche sociologique, c'est-à-dire en thématissant un phénomène social à l'aide d'un complexe de ressources analytiques, arriver à la mise en question du phénomène ainsi appréhendé, en un mot à une nouvelle thématisation du sujet traité (Berthelot, 1996b, 151-164). Cela ne veut pas dire que ces écrits ne faisaient pas la révérence inéluctable aux classiques du marxisme. Respectant les "règles du jeu", un

nombre non négligeable de sociologues de l'Est abordaient les problèmes de société allant au-delà des convenances et des connivences d'apparat. Le vrai rapport épistémique à la réalité sociale se construisait par une suite de mises en cohérence des significations déduites des relations causales qui émergent à travers le traitement des données, elles-mêmes structurées selon un modèle théorique particulier, celui du matérialisme historique de Marx auquel on recourait par commodité, conviction dans sa pertinence heuristique, conformité ou par tant d'autres raisons possibles ou combinaisons de raisons possibles dont l'objectivité est extrêmement difficile d'établir, du moins ici et maintenant.

1. 2. Qu'en est-il des années 80?

La dernière décennie qui précède l'effondrement des régimes communistes commence par les révoltes des ouvriers polonais en 1979-1980 qui font la première brèche sérieuse à la structure économique et politique de la société socialiste. Six ans plus tard l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir donne un coup d'envoi à la politique de renouvellement et de restructuration de la société socialiste entamée dans tous les pays de l'Est. En fonction de ces événements, l'évolution des pays de l'Est des années 80 peut être divisée en deux périodes - la première qui va du début de 1980 à 1986 et la deuxième plus courte qui couvre les années 1986-1989.

Pendant la première moitié des années 80 on observe deux cas contrastés quant à la posture épistémique de la sociologie à la réalité, celui de la Pologne, d'une part, et celui des autres pays de l'Est pris ensemble, d'autre part.

La sociologie polonaise elle-même y existe sous deux modalités, l'une officielle, l'autre clandestine qui correspondent grosso modo, sans leur être entièrement identiques, à deux branches, marxiste et non marxiste, mises en place dès sa renaissance dans les années 50-60. La principale cause de cette dualité du mode d'existence de la sociologie en Pologne réside dans l'instauration de l'état de guerre à partir du 13 décembre 1981, dont l'objectif affiché est de mettre fin à la situation d'instabilité provoquée et maintenue par les révoltes ouvrières qui se perpétuent depuis la fin de 1979. Comme on le sait bien, ces révoltes donnent naissance au syndicat *Solidarnosc* créé en septembre 1980 et interdit une fois l'état

de guerre proclamé. C'est à partir de ce moment-là que les Centres d'enquêtes sociales de *Solidarnosc* créés à sa naissance entreprennent des sondages clandestins afin de mieux connaître l'évolution du mouvement syndical, de diagnostiquer le soutien de la population à ce mouvement, de "recueillir une information objective sur les problèmes déformés et falsifiés par les médias officiels" (Tabin, 72)³.

Comme le souligne Marek Tabin, sociologue polonais qui vit actuellement en France, les enquêteurs "souhaitent connaître la *vérité sur la société* dans laquelle ils vivent. Il ne s'agit ici ni d'un problème épistémologique ou méthodologique, ni d'une réponse à la question de savoir ce qu'est la vérité sur la vie sociale, ni d'une appréciation sur la valeur technique du sondage pour connaître cette vérité... Le problème se situe à un autre niveau: il s'agit de l'opposition entre la vérité et le mensonge, ou de l'opposition entre la connaissance du social acquise grâce à la science et aux efforts du chercheur, d'une part, et la science (?) du social élaborée à des fins de propagande, et d'une façon ou d'une autre, consciemment mensongère", d'autre part (ibid., 71). Autrement dit, la sociologie clandestine en Pologne dans les années 1981-1985 se veut un contrepoids à la sociologie officielle jugée partielle, idéologiquement chargée et servile, donc incapable d'apporter des éclaircissements sur la situation exceptionnelle dans laquelle se trouvent les Polonais. Pour ce faire, elle élabore seule tout un dispositif nécessaire afin de mettre en circulation ses résultats. Elle crée sa propre presse, sa propre radio, utilise deux méthodes fondamentales: le sondage par questionnaire publié dans la presse clandestine et le sondage par entretien directif où la personne interrogée est choisie selon le principe de l'échantillon par quota ainsi que selon un critère jamais pris en considération jusqu'alors dans les recherches sociologiques, à savoir ce qu'on peut appeler la "vaillance", "le courage de participer à une entreprise pour laquelle les règlements de l'état de guerre n'ont pas précisément prévu de médailles" (ibid., 81).

Les conditions de clandestinité avec la réalité des arrestations quotidiennes et la perspective de la prison influencent inévitablement la représentativité de l'échantillon des enquêtes clandestines. L'intrusion du social dans la mise en application des règles

³ Du 13 décembre 1981 jusqu'au début de 1985, les Centres d'enquêtes sociales de "Solidarnosc" réalisent 13 enquêtes sur des sujets divers tels la réaction à la proclamation de l'état de guerre, l'appréciation du comportement de la milice, de la police politique et des soldats, l'influence de l'état de guerre sur la vie personnelle et familiale, les prévisions sur l'évolution de la situation politique en Pologne, etc.

garantissant la fiabilité des résultats obtenus est non seulement évidente mais aussi insurmontable. Reste-t-elle préjudiciable à l'objectivité de la connaissance sociologique ainsi acquise? Est-il possible de connaître objectivement la réalité sociale à travers les données non représentatives à cause de la société même?

Sans pouvoir y donner une réponse exhaustive, il nous semble important de tenir compte des objectifs aussi bien cognitifs que sociopratiques que se fixe la recherche à effectuer. Dans la mesure où les sociologues polonais travaillant en clandestinité cherchent à obtenir de l'information autre que celle officiellement diffusée, cherchent à dévoiler les facettes de la société occultées par le pouvoir politique, leur choix à la fois délibéré et imposé par les circonstances d'exclusion des sondages les représentants de l'appareil de Parti et de son bras droit - la milice, la police politique, les gardiens de prison, la réserve de la milice, semble être justifié. Il n'en est pas ainsi pour la population rurale. Vu les résultats des enquêtes clandestines qui ont été confirmés par la suite (l'existence et la poursuite du processus de normalisation; les attitudes des Polonais devant le gouvernement et à l'égard des problèmes politiques, entre autres), on peut supposer sans trop avancer dans cette hypothèse (qui reste à être vérifiée) que si l'analyse tient bien compte des restrictions de départ, elle pourra pallier certaines carences de la méthode. En tout cas, la sociologie clandestine en Pologne nous apprend que les méthodes ne sont qu'une des conditions de crédibilité de la connaissance sociologique et que pour établir (évaluer) leur apport à l'objectivité des savoirs, il faut toujours les conjuguer avec les objectifs de recherche et les conditions sociales d'exécution du travail de recherche. Car comme nous enseigne Giovanni Busino "par-delà l'option affichée (sociologie-science, étude méthodique, savoir contrôlé et organisé en système conceptuel), chaque sociologie est une pratique très particulière de la raison scientifique" (Busino, 1992, 268).

Quant à la version officielle de la sociologie polonaise pendant la période examinée, elle rejoint la sociologie dans les autres pays de l'Est. On y observe le même mode de construction de la thématique, de problématisation sociologique et d'argumentation que dans les années 70, c'est-à-dire l'alignement de la recherche sociologique sur le marxisme dans sa double existence d'instrument d'intelligibilité de la réalité sociale et de théorie en acte dans un contexte social donné, c'est-à-dire instrumentalisée et institutionnellement

incarnée par un acteur politique. Le degré d'alignement varie d'un pays à l'autre. La Tchécoslovaquie et la Hongrie se trouvent au bas de l'échelle tandis que l'ex-URSS et l'ex-RDA sont les "pratiquants" les plus fidèles et les plus assidus des postulats marxistes politiquement consacrés.

Pour ce qui est de la sociologie est-européenne après 1986, l'accent sera mis sur le cas soviétique pour deux raisons principales. *Premièrement*, c'est en ex-URSS que commence la politique de restructuration de la société socialiste qui entraîne un puissant mouvement de libéralisation de la presse, d'autonomie intellectuelle, de rejet de nombreux tabous relatifs au mode de fonctionnement de la société socialiste. *Deuxièmement*, cette politique a des retombées dans tous les pays de l'Est où de pareils processus de remise à neuf du système socialiste se font jour.

Au pouvoir depuis le printemps 1986, Michail Gorbatchev s'adresse le 1er octobre 1986 aux titulaires des chaires en sciences sociales pour solliciter leur participation aux processus de rénovation de la société soviétique. Il souligne que "le Parti pose avec acuité la question de la vérité dans la vie et dans la recherche". Et il fixe la finalité de l'investigation scientifique ainsi: "éclairer et guider la pratique par un apport théorique élaboré grâce à la confrontation des points de vue, à la discussion, au débat et à la rupture avec les vieux stéréotypes".

Une fois de plus le développement de la sociologie reçoit le feu vert de l'extérieur, c'est-à-dire du politique. Dans le sillage du nouveau discours politique, Tatyana Zaslavskaya, sociologue de renommée internationale, débat la question de la nécessité de reconsidérer le rôle et le statut de la sociologie lors de l'Assemblée plénière de l'Association soviétique de sociologie en novembre 1986. Elle souligne l'indispensable travail de reconstruction de la sociologie par elle-même qui doit commencer par cerner de nouveaux objets d'étude, tels la société civile, les rapports entre la planification étatique et les comportements spontanés des groupes sociaux, la réorganisation des formes de travail collectives dans les conditions d'expérimentation économique, etc., et s'étendre aux exigences de rigueur méthodologique et au souci de vérification empirique des modèles théoriques (Zaslavskaya, 1987). Les années suivantes voient se développer les recherches appliquées, les études de l'opinion publique, la mise en usage sociologique des statistiques.

Quels changements le nouveau projet politique de société entraîne-t-il dans l'attitude cognitive de la sociologie soviétique? Se donne-t-elle une nouvelle fonction ou plutôt réaffirme-t-elle la bien connue fonction de servir le Parti, cette fois-ci dans sa politique de rénovation de la société soviétique? La thématization des sujets à étudier se fait à partir du nouveau programme de reconstruction de la société socialiste. Mais les anciens sujets-taboo, refoulés et escamotés pendant toute cette période du socialisme dit "développé", commencent à entrer dans l'ordre du jour, tels la drogue, l'alcoolisme, la délinquance juvénile, la religiosité, le chômage caché, entre autres⁴. En plus, les questions sociales brûlantes sont de plus en plus pensées sur le mode de raisonnement sociologique où l'objectif est de découvrir et d'expliquer le sens des relations étudiées et non pas de confirmer un sens préétabli (prédéfini).

2. Quelle posture à adopter pour mieux appréhender la société en perpétuelle reconstruction?

L'expérience récente des pays de l'Est et la pratique sociologique contemporaine qui s'exerce sous la pression et les contraintes de la mondialisation nous conduisent à faire et à respecter les distinctions suivantes dans notre travail de recherche.

Premièrement, il s'agit d'une distinction tout à fait banale et évidente mais qui se trouve souvent dissoute dans les analyses. C'est la différenciation entre le projet de recherche et le projet de société à l'oeuvre dans une société donnée pendant une période donnée de son développement. Bien que côtoie inévitablement le projet socio-politique en cours, le projet sociologique traite les problèmes de société de sa propre *façon*, et c'est là où réside sa singularité. Si le raisonnement politique reflète la réalité sociale à partir de, à l'aune d'un projet socio-pratique donné ou de plusieurs projets concurrentiels, la sociologie reflète de façon critique le projet socio-politique à l'oeuvre⁵. Autrement dit, le raisonnement

⁴ À partir de 1986, presque chaque numéro de *Sociologitchekie issledovaniya (Recherches sociologiques)*, la revue soviétique à caractère essentiellement académique fondée en 1974, contient des articles qui traitent des problèmes susceptibles de nuire, très peu de temps auparavant, à la version officielle de la société socialiste.

⁵ Cette différence tient à la nature même de la sociologie et de la politique, comme nous l'a appris Max Weber il y a environ 80 ans dans *Le savant et le politique* (1921-1922/1959). En politique, il y a des

politique problématise le degré d'adéquation entre le social réel et le social préconçu (projeté, préconstruit), tandis que le raisonnement sociologique problématise la réalisation même du projet social à tel point que l'analyse sociologique peut aboutir à des conclusions sur lesquelles de nouveaux projets idéologiques peuvent se greffer, comme nous l'a bien montré Raymond Boudon dans son ouvrage *L'idéologie ou l'origine des idées reçues* (1986, 275-291). Pour ce faire, le raisonnement politique recourt à toutes sortes d'arguments de nature politique ou extra-politique, voire même scientifique. Par contre, l'étude sociologique mobilise tout un ensemble d'outils analytiques dont la pertinence méthodologique n'est évaluée et prouvée que dans le cadre du projet épistémologique respectif.

La deuxième distinction tient à ce qu'Alain Caillé appelle *dimension démiurgique* de toute la tradition classique en sciences sociales, c'est-à-dire la tendance à prêter à l'analyse théorique l'intentionnalité de l'action politique. Nées dans les incertitudes et l'impasse provisoire de la transition du monde traditionnel désagrégé à la modernité naissante, les sciences sociales entendent "inventer le monde", "accoucher de la vérité et du juste en les produisant plutôt qu'en tentant de les retrouver à la manière de la philosophie" (Caillé, 1986, 25-33). Bien plus, elles se justifient sur le plan tant cognitif que social dans la mesure où "elles créent leur objet" en réponse aux questions du vrai, du juste, du désirable. D'où le démiurgisme comme élément constitutif de "leur spécificité épistémologique et critique" (ibid, 26). Cette particularité des sciences sociales sera l'enjeu principal de la constitution de toute forme de connaissance sociologique quel que soit le contexte social dans lequel elle apparaîtra. Enjeu qui se transformera en aporie presque pour autant que les sciences sociales mettent en évidence "l'indétermination intrinsèque et la nature paradoxale, inachevable, du vrai et du juste" (ibid., 38-39).

D'où la troisième distinction souvent éclipsée entre *le vrai dans la société* et *le vrai dans la science*. Supposée découvrir la vérité du monde qu'elle étudie, la science a son

critères d'évaluation, des normes, des ordres de valeurs. Ontologiquement parlant, la sociologie ne possède ni de points de vue privilégiés censés hiérarchiser les structures de vie sociale, ni de critères de juste et d'injuste, de bien et de mal par rapport auxquels les phénomènes sociaux peuvent être évalués. C'est pour cela que chaque tentative de la sociologie de juger la substitue à la politique et l'éloigne de sa vocation de révéler (dévoiler) les raisons d'être des actions sociales dans un contexte socio-culturel donné. D'où, selon

propre mode de production du vrai qui consiste à suivre simultanément deux voies, celle du rapprochement du monde et respectivement de sa vérité, et celle de la validation des propositions émises sur la vérité du monde. Et quand les conditions, les modalités, les possibilités de cette production scientifique du vrai sont empruntées à ce que l'axiologie sociale suppose être vrai, c'est le moment où s'opère l'idéologisation des sciences sociales. Il ne s'agit plus de "rapport complexe qu'elles entretiennent à l'idéologie" (Caillé, 1986, 53) au sens le plus large d'une axiologie, ce qui le rend inévitable. On a désormais affaire à une sorte de soumission, de dissolution, de fonte de l'argumentation scientifique à l'argumentation idéologique.

C'est exactement l'effacement de ces différences d'ordre à la fois épistémologique et déontologique qui s'est produit dans la sociologie est-européenne des années 1950-1989.

Weber, l'impératif ultime de la sociologie de diagnostiquer la société à la différence de Mannheim qui lui assigne le rôle de thérapie sociale.

Bibliographie

- BERTHELOT, Jean-Michel (1996a). *La Lettre du Cers*, n°3, p. 1-3.
- BERTHELOT, Jean-Michel (1996b). *Les vertus de l'incertitude*, Paris, PUF.
- BOUDON, Raymond (1986). *L'idéologie ou l'origine des idées reçues*, Paris, Fayard.
- BOURDIEU, Pierre (1994). *Raisons pratiques*, Paris, Seuil, Coll. Essais.
- BUSINO, Giovanni (1992). *La sociologie sens dessus dessous*, Genève, Paris, Droz.
- CAILLE, Alain (1986). *Splendeurs et misères des sciences sociales*, Genève, Paris, Droz.
- KOLEVA, S. (1998). "La sociologie et la société dans les pays de l'Est: bilan d'une coexistence tourmentée", *Cahiers du GERIS*, Université du Québec à Hull, no 5, 13 p.
- KOLOSÍ Tamás, SZELENYI Ivan (1993). Social Change and Research on Social Structure in Hungary, in Brigitta NEDELMANN and Piotr SZTOMPKA (Eds.), *Sociology in Europe. In Search of Identity*, Berlin, New York, Walter de Gruyter, pp. 141-163.
- MACHONIN, Pavel (1969). *Ceskoslovenska společnost - Sociologická analýza sociální stratifikace* [Société tchécoslovaque - analyse sociologique de la stratification sociale], Bratislava, Editions Epona.
- NOWAK, Stefan (1962). Social Attitudes of Warsaw Students, *Polish Sociological Bulletin*, n° 1-2.
- OSSOWSKI, Stanislaw (1957/1971). *La structure de classes dans la conscience sociale*, Paris, Anthropos.
- TABIN, Marek (1987). Pologne - sociologie clandestine, *L'Autre Europe*, n° 13, pp. 71-85.
- Weber, Max (1921-1922/1959). *Le savant et le politique*, Paris.
- ZASLAVSKAYA, Tatyana (1987). Rôle de la sociologie dans l'accélération du développement de la société soviétique, *Sociologičeskie issledovaniya*, n° 2, pp. 3-15.